

Total prépare le terrain à une restructuration du raffinage en France

Publié le 30/01/2015 à 18:37 A la Une



Le siège de Total dans le quartier d'affaires de La Défense à Paris Alain Jocard / AFP/Archives

Des "décisions au printemps" mais pas de fermeture de site: le patron de Total, Patrick Pouyanné, s'est voulu rassurant vendredi pour les raffineries du groupe en France, tout en préparant le terrain à une inévitable restructuration dans un secteur qui emploie des milliers de personnes.

Depuis plusieurs mois, le groupe a prévenu que face à l'érosion des marges dans le raffinage en Europe, et malgré leur rebond au troisième trimestre, une réorganisation de son parc industriel était inévitable.

Vendredi, le patron du géant pétrolier français l'a confirmé dans une interview au Monde. "En France, deux de nos raffineries sur cinq perdent de l'argent, dont l'une lourdement. Nous réfléchissons à la transformation des activités pour avoir des sites durables".

Mais il assure que le groupe ne fermera "aucun site industriel" dans l'Hexagone.

Outre des surcapacités, le secteur du raffinage en France souffre aussi d'une structure de production inadaptée à la demande: les raffineries produisent trop d'essence et pas assez de gazole, alors que ce carburant bénéficie d'une fiscalité avantageuse et représente plus de 80% des volumes écoulés dans les stations-service du pays.

Conséquence: depuis 2009, le nombre de raffineries est passé de 12 à 8 en France.

Total envisage donc "des réductions de capacités", selon le nouveau patron de la branche raffinage-chimie, Philippe Sauquet, dans un entretien au journal belge l'Echo, publié le 24 janvier, mais sans préciser où elles seront réalisées.

En France, Total exploite cinq sites de raffinage, parfois associé à de la pétrochimie, qui emploient près de 3.900 personnes: Donges (Loire-Atlantique), Feyzin (Rhône), La Mède (Bouches-du-Rhône), Grandpuits (Seine-et-Marne) et Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime).

'Personne ne sera licencié'

Deux d'entre eux "connaissent des difficultés économiques, Donges et La Mède", affirmait le directeur de la raffinerie de La Mède, François Bourrasse, mi-décembre dans le quotidien La Provence.

Ce site du sud-est perd "en moyenne 100 millions d'euros par an", indiquait-il.

Pas question pourtant de parler de licenciements. "Personne ne sera licencié", a assuré Patrick Pouyanné dans un entretien au Financial Times le 21 janvier.

Il faut dire que le sujet est potentiellement explosif, au vu notamment du long conflit social autour la liquidation en 2013 de la raffinerie Petroplus de Petit-Couronne (Seine-Maritime), et des polémiques récurrentes autour des profits colossaux des groupes pétroliers.

Ces dernières années, le groupe a déjà restructuré deux sites, en 2010 à Dunkerque (Nord) et en 2013 à Carling (Moselle).

A Carling, Total a investi 180 millions d'euros pour transformer sa plateforme pétrochimique en centre européen de production de résines d'hydrocarbures, avec toutefois à la clé la suppression de 210 emplois d'ici à 2016.

En 2010, la raffinerie des Flandres qui employait 370 personnes a fermé, mais Total a reconverti le site en un centre de formation aux métiers de la pétrochimie, associé notamment à un dépôt pétrolier et un centre d'assistance technique. L'ensemble représente désormais 220 postes. Par ailleurs, il a investi 200 millions d'euros dans des actions en faveur de l'économie locale par le biais d'une convention avec l'Etat.

Et l'ancien PDG du groupe, Christophe de Margerie, avait aussi promis à cette occasion que le groupe ne fermerait pas d'autre raffinerie en France avant 2015.